



**HAL**  
open science

# LES RESEAUX TRANSNATIONAUX COMME FORME D'ACTION CHEZ LES MOUVEMENTS NOIRS D'AMERIQUE LATINE

Carlos Agudelo

► **To cite this version:**

Carlos Agudelo. LES RESEAUX TRANSNATIONAUX COMME FORME D'ACTION CHEZ LES MOUVEMENTS NOIRS D'AMERIQUE LATINE. Cahiers des Amériques Latines, 2007, 51, pp.45-60. halshs-00158905

**HAL Id: halshs-00158905**

**<https://shs.hal.science/halshs-00158905>**

Submitted on 1 Jul 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**LES RESEAUX TRANSNATIONAUX COMME FORME D'ACTION CHEZ LES  
MOUVEMENTS NOIRS D'AMERIQUE LATINE<sup>1</sup>**

*Carlos Agudelo*  
*Sociologue*  
*Enseignant IHEAL*  
*Chercheur associé CNRS – IRD*

**Résumé**

*Depuis environ deux décennies on assiste à la construction d'un "espace discursif symbolique y revendicatif transnational" des peuples noirs d'Amérique latine. L'une des formes d'action et de relation que prennent quelques-uns des mouvements noirs en Amérique Latine se présente comme ce qui est communément dénommé des "réseaux". Cette appellation, d'usage généralisée, a été assumée de forme spontanée et "naturelle" comme désignant le mécanisme le plus efficace d'action, sinon le seul possible, dans le contexte actuel de globalisation.*

*Le propos de ce texte est avant tout d'explorer les aspects constituant les antécédents de la construction des dits réseaux. Nous jetterons également un regard panoramique sur la genèse, sur les caractéristiques et sur les différents acteurs du processus de construction et de transformation de ces formes d'action et d'organisation. Enfin, nous nous poserons la question de la pertinence de cette forme de représentation pour notre étude de cas.*

*Desde hace unas dos décadas asistimos a la construcción de un "espacio discursivo simbólico y reivindicativo transnacional" de los pueblos negros de América latina. Una de las formas de acción y relación que asumen algunos de los movimientos negros de América latina en este espacio transnacional se presenta a través de lo que es representado comúnmente como "redes". Esta denominación de uso generalizado se ha asumido de forma espontánea y "natural" como el mecanismo más eficaz de acción, si no el único posible, en el actual mundo globalizado.*

*El propósito de este texto es sobre todo explorar los aspectos que constituyen los antecedentes de la construcción de dichas redes. Igualmente daremos una mirada panorámica a la génesis, las características, los diferentes actores que participan en el proceso de construcción y de funcionamiento de estas formas de acción y organización. Finalmente nos interrogaremos sobre la pertinencia de esta forma de representación para nuestro estudio de caso.*

Les populations d'origine africaine en Amérique latine, appelées également populations noires, afro-descendantes ou afro-américaines, représentent une proportion importante de la totalité des habitants du continent<sup>2</sup>. Elles ont été un élément central, aux côtés des peuples indigènes et des migrations européennes, dans la construction socio-culturelle de ces sociétés. Cependant, la reconnaissance de leur rôle a souffert de nombre d'ambiguïtés. Les afro-descendants ont été en général cantonnés à un héritage

---

<sup>1</sup>. Article réalisé dans le cadre du projet CREDAL "Réseaux, identités et pouvoirs entre le local et le transnational" dirigé par Marielle Pepin-Lehalleur.

<sup>2</sup> Malgré les difficultés à établir des statistiques démographiques raciales et ethniques en Amérique latine, quelques estimations oscillent entre 120 et 150 millions d'afro-descendants, sur un total de 600 millions d'habitants pour cette région du globe. Bello, Alvaro, Rangel, Marta, "La equidad y la exclusión de los pueblos indígenas y afrodescendientes en América latina y el Caribe", *Revista de la CEPAL*, Avril 2002. U.S. Bureau of the Census, Internacional ([www.census.gov](http://www.census.gov)).

d'ancienne main-d'oeuvre esclave, à une revendication folklorisée de leurs apports culturels (musiques et danses devenues des symboles nationaux), ou bien à un déterminisme biologique qui les munirait de capacités favorables à la réalisation de prouesses sportives. Bien qu'immergés dans la masse de citoyens des républiques nées durant le XIXe siècle, ils ont toujours été l'objet de stéréotypes racistes et des formes soit subtiles, soit explicites de discrimination et de ségrégation exercées par la société. Par contraste avec l'importance des luttes politiques des mouvements noirs aux États-Unis, avec leur visibilité à échelle mondiale, les expressions de mobilisation et d'organisation de ces populations en Amérique Latine bien qu'existantes ont été plutôt marginales<sup>3</sup>.

Pourtant, depuis environ deux décennies on assiste à la construction d'un "espace discursif symbolique y revendicatif transnational" des peuples noirs d'Amérique latine. Là, des processus locaux et nationaux se entrecroisent avec d'autres, générés à une échelle qui transcende les frontières de chaque pays. Cet espace se constitue en champ "d'accumulation de forces" et peut devenir, par moments, le lieu de développement privilégié pour les mouvements qui s'y trouvent engagés. L'une des formes d'action et de relation que prennent quelques-uns des mouvements noirs en Amérique Latine au sein de cet espace se présente comme ce qui est communément dénommé des "réseaux". Cette appellation, d'usage généralisée, a été assumée de forme spontanée et "naturelle" comme désignant le mécanisme le plus efficace d'action, sinon le seul possible, dans le contexte actuel de globalisation<sup>4</sup>. Le concept de "réseaux" est à l'usage dans les sciences sociales depuis les années 1950, et depuis lors elle s'est disséminée de manière irrégulière dans ou hors les marges de ses diverses branches<sup>5</sup>.

À partir des années 1980 et 1990 on perçoit une quasi-généralisation de son usage pour définir des formes d'interaction entre divers types d'acteurs sociaux avec certaines caractéristiques de fluidité qui les différencie des formes d'association, davantage structurées, conventionnelles et rigides. L'un des facteurs déterminants dans cette multiplication du terme appliqué à certaines relations sociales est le symbole du "grand réseau qui unie le monde (Internet)". Le pouvoir technologique et la multiplication de formes de circulation, le contrôle de l'information et de son incidence sur les mécanismes de régulation des procès économiques, culturels, sociaux et politiques, tout ceci fait voir à certains analystes les *réseaux* comme un nouveau paradigme social planétaire<sup>6</sup>.

Notre recherche sur ce qu'on a appelé les "réseaux transnationaux des mouvements noirs en Amérique latine" est en cours d'élaboration. Le propos de ce texte est avant tout d'explorer les aspects constituant les antécédents de la construction des dits réseaux. Nous jetterons également un regard panoramique sur la genèse, sur les caractéristiques et sur les différents acteurs du processus de construction et de transformation de ces

---

<sup>3</sup>Les différences entre l'histoire, l'évolution et l'état actuel des populations noires et de leurs expressions politiques aux États-Unis et en Amérique latine, est un sujet qui dépasse les objectifs de ce texte. Voir une intéressante analyse chez Serbin, Andrés, « Por qué no existe el Poder Negro en América latina? » *Nueva Sociedad* 111, 1991, pp.148-157.

<sup>4</sup> Lorsque nous parlons de globalisation ou de mondialisation nous les donnons comme des synonymes à partir d'une conceptualisation amplifiée du phénomène qui va bien au-delà du domaine économique (de son acception initiale) et qui se situe dans le terrain culturel, social et politique. On peut dire que la globalisation est un "fait social total" (Mauss), qui touche à l'ensemble des dynamiques de la société actuelle. A partir d'un nouveau contexte mondial, les relations entre les individus, les institutions et les États sont modifiées de manière significative. C'est une intensification des rapports à l'échelle planétaire. Voir Giddens, Antony, *Les conséquences de la modernité*, L'Harmattan, Paris, 1994 [1991].

<sup>5</sup> Mercklé, Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, Paris, 2004.

<sup>6</sup> Voir le travail encyclopédique de Manuel Castels « *The Rise of the Network Society* », Blackwell Publishers, Oxford, 1996.

formes d'action et d'organisation. Enfin, nous nous poserons la question de la pertinence de cette forme de représentation pour notre étude de cas.

Quelques unes des informations qui servent de point de départ pour ce travail proviennent d'une analyse du mouvement social et politique noir en Colombie<sup>7</sup>. Les informations qui concernent d'autres pays d'Amérique latine et d'autres espaces importants dans les dynamiques internationales qui nous intéressent proviennent de sources diverses et sont encore à l'état de collecte et d'analyse<sup>8</sup>.

### **Quelques antécédents**

Pour comprendre la naissance des "réseaux transnationaux des mouvements noirs en Amérique latine" il est nécessaire de revenir aux éléments de contexte qui caractérisent la période dans laquelle les dites dynamiques politiques font leur apparition dans la scène transnationale.

C'est autour des années 1990 qu'apparaissent, comme produits de la confluence de facteurs d'ordre national et international, des changements significatifs dans la situation "d'invisibilité" politique des mouvements noirs. Viennent se dynamiser alors des processus organisationnels, et les revendications de ces mouvements intègrent les agendas politiques nationaux. Plusieurs pays connaissent des réformes constitutionnelles incluant des droits spécifiques pour les populations noires (le Nicaragua, le Brésil, la Colombie, l'Équateur). Dans d'autres pays sont établies des lois ou bien sont créées des instances officielles destinées aux populations d'origine africaine (le Honduras, le Pérou, le Panama, l'Uruguay).

Ces réformes ont lieu dans le cadre de la reconnaissance de la multiculturalité et de la diversité des sociétés nationales. Jusqu'alors, ces pays étaient régis par un discours universaliste et par la revendication du caractère de *républiques métisses*<sup>9</sup>. Le très réduit espace de reconnaissance de l'altérité était occupé presque exclusivement par les peuples indiens.

Dans le contexte de la globalisation et comme aboutissement d'intérêts divers, prend alors racine la reconnaissance des droits des peuples autochtones ainsi que son articulation aux stratégies de lutte contre l'exclusion, la pauvreté, la protection de l'environnement et de la biodiversité. Les discours qui circulent dans l'espace international à propos de la "gouvernance démocratique", la réduction de l'emprise de l'État et la décentralisation sont associés au besoin de donner de la représentativité à des nouveaux interlocuteurs sociaux ; parmi eux, les peuples autochtones auront une place privilégiée. À ceci s'ajoutent les discours sur le développement durable, la protection de la biodiversité et de l'environnement. Ce sont des aspects dans lesquels les groupes ethniques deviendront également prendre un rôle central.

C'est ainsi que des acteurs de première ordre dans les transformations politiques publiques opérées dans les pays latino-américains introduisent dans leurs discours et

---

<sup>7</sup> En particulier ma thèse de doctorat « Populations noires et participation politique dans le Pacifique colombien : Les paradoxes d'une inclusion ambiguë » sous la dir. de C. GROS, IHEAL, Paris, 2002.

<sup>8</sup> Autres les sources bibliographiques et quelques autres courtes expériences de terrain, les résultats ici présentés sont aussi le fruit de réflexions menées dans le cadre de l'Unité de recherche du IRD "Constructions identitaires et mondialisation" avec Elisabeth Cunin et Odile Hoffman, chercheuses du IRD, également associées au CREDAL. Dans nos échanges a aussi participé Sandrine Revet, ATER à l'IHEAL-CREDAL

<sup>9</sup> Wade, Peter, "La population noire en Amérique latine: multiculturalisme, législation et situation territoriale", *Problèmes d'Amérique latine*, N° 32, 1999, pp. 3-16. Wade, Peter, *Gente negra. Nación mestiza. Dinámicas de las identidades raciales en Colombia*. Ed. Universidad de Antioquia, ICAN, Siglo del Hombre, ed. Uniandes, Bogotá, 1997 [1993]. Wade, Peter, *Race and ethnicity in Latin America*, Londres, Pluto Press, 1997. Gros, Christian, « Pour une sociologie des populations indiennes et paysannes de l'Amérique latine », L'Harmattan, Paris, 1997.

dans leurs programmes des problématiques référées aux populations noires. Parmi ceux-ci nous pouvons mentionner la Banque Mondiale (BM), la Banque Interaméricaine du Développement (BID), l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), L'UNESCO, quelques grandes fondations et des ONG de coopération et de développement.

Regardons quelques exemples tirés de textes d'organismes tels que la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement : « - Le représentant de la Banque interaméricaine de développement a recommandé d'évaluer, dans le cadre des recensements et des enquêtes auprès des ménages, la situation des peuples autochtones et des Afro-Latino-Américains, en se fondant sur des indicateurs économiques et sociaux. Ces indicateurs permettraient de se faire une meilleure idée de la pauvreté de ces groupes. Il a également suggéré de mieux intégrer la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, dans les projets, d'investir davantage dans l'éducation des femmes autochtones et celles d'origine africaine, étant donné le nombre élevé d'analphabètes parmi elles, et d'entreprendre des programmes de lutte contre la violence et la persécution dont sont victimes les peuples autochtones et les Afro-Latino-Américains ».

(Extraits du Rapport « Conférence Mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » Comité préparatoire. Deuxième session, Genève, 21 mai - 1er juin 2001).

En juillet 2002 l'Institut Interaméricain pour le Développement social du BID réalise à Washington un cours de « gérance sociale » pour 20 leaders noirs latino-américains. Les objectifs de la formation organisée par le BID étaient : apprendre à exécuter des projets et à rédiger des rapports, établir des stratégies, négocier, écouter, résoudre des conflits, rédiger un budget ou comprendre le processus de prise de décisions.

D'après le BID, « pour sortir du cercle vicieux de l'exclusion... il est besoin de leaders afro-descendants avec les connaissances et la préparation nécessaires pour s'incorporer à des programmes de développement et avec capacité d'incidence dans les processus politiques locaux et nationaux »

Le BID soutient sa politique face aux populations noires dans sa déclaration de mission « Sur l'exclusion sociale » ([www.iadb.org](http://www.iadb.org)).

Pour ce qui est de la Banque Mondiale, son intérêt pour les populations noires se présente comme le produit de l'important processus de visibilité que s'opère dans les années 80-90 (des statistiques au Brésil, d'autres études sociodémographiques (Colombie, Pérou, Equateur) et la définition du "facteur race" comme mécanisme d'exclusion sociale). La BM était déjà engagée dans la "lutte contre la pauvreté" et travaillait sur les populations indiennes - la directive de la BM pour les peuples indiens prend vigueur en 1991. En juin 2002 la Banque Mondiale, avec des institutions comme le BID, la Fondation Interaméricaine et Dialogue Interaméricain, travaillent dans le montage de la "Consultation interinstitutionnelle sur les afro-latinoaméricains". D'après la présentation faite dans le rapport de cet événement, ladite consultation doit devenir "un organisme permanent avec la participation d'autres institutions comme la OPS (Organisation Panaméricaine de la Santé), le PNUD (Plan des Nations Unies pour le Développement), la Fondation Ford, La Fondation Rockefeller...dans le but "d'augmenter la conscience dans les communautés internationales responsables des politiques de développement concernant des problèmes rencontrés par les peuples d'ascendance africaine dans l'Amérique latine et les Caraïbes)" (Banque Mondiale – Document de travail No.9 sur le développement durable: La race et la pauvreté)

La BM reconnaît “le long abandon des affaires en relation avec la race en Amérique latine du côté des gouvernements et des institutions internationales” et la manière “... dont se touchent la race, la pauvreté généralisées et l’exclusion sociale – et la disparité des revenus...”

Dans l’évaluation des composants de titularisation collective des terres en faveur des communautés indiennes et afro-colombiennes du Pacifique, et des Comités régionaux du PMRN – Plan d’aménagement des ressources naturelles – août 1994 – la BM amplifie sa notion de peuple indigène afin d’inclure les communautés noires définies par la loi 70 de 1993 (sur la titularisation collective des terres pour les communautés noires). Le cas du PMNR est paradigmatique de la politique de la BM vis-à-vis des groupes ethniques et de l’environnement. D’abord ils s’impliquent dans le PMRN et ensuite, pour garantir sa pérennité, ils investissent dans les groupes humains se trouvant déjà sur place. À partir de cette expérience, ils sont sensibilisés face aux populations noires non rurales par le biais des politiques contre la pauvreté.

La BM “... est convaincue du fait que la seule manière possible de réduire réellement la pauvreté et l’exclusion sociale dans nos pays prestataires est d’offrir aux pauvres les conditions et les instruments appropriés afin qu’ils se fassent entendre dans la prise de décisions sur le développement et, ainsi, puissent sortir eux-mêmes de la pauvreté...” ([www.bm.org](http://www.bm.org))

Dans le cadre de la reconnaissance de la diversité ethnique en Amérique latine, les protagonistes centraux continuent d’être les peuples autochtones et, comme on a pu le voir dans le cas des politiques de la BM et du BID, ce sont ces groupements de population à qui, les premiers, profitent des plans et des projets. Depuis les années 1970 le mouvement indien se consolide graduellement. Quelques mouvements noirs s’inspirent de l’exemple de l’importante mobilisation indienne pour activer leurs droits<sup>10</sup>. L’impulsion que prend cette dynamique de visibilité s’inscrit également dans la nouvelle dimension que prennent les luttes des mouvements noirs aux Etats-Unis, la défaite de L’Apartheid, le mélange d’images de leaders politiques, artistes ou sportifs, tels Malcolm X, Luther King, Nelson Mandela, Bob Marley et Michael Jordan. Des expressions culturelles comme le reggae, le Rap et le Hip Hop s’ajoutent à une relance de l’Afrique comme imaginaire identitaire d’origine pour les peuples noirs du monde<sup>11</sup>.

Dans ce contexte, des processus locaux de résistance historique à l’esclavage –le marronnage, ses espaces de résistance (palenques, rochelas, cumbes et quilombos), ainsi que leurs leaders- prennent une nouvelle dimension. Le cas le plus visible est celui de Zumbi et celui du Quilombo de palmares au Brésil ; mais d’autres cas similaires deviennent des symboles actuels de mobilisation<sup>12</sup>. Des événements comme le projet “la route de l’esclave” promu par l’UNESCO à partir de 1994 et la “Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et formes connexes d’intolérance” organisée par l’ONU à Durban (Afrique du Sud) en 2001, se constituent comme des espaces transnationaux depuis lesquels s’accroît la visibilité du processus de production discursif, des revendications, de la mobilisation et des leadership intellectuels et politiques des mouvements noirs, sans précédents en Amérique latine.

---

<sup>10</sup> Sur ce point la bibliographie est riche et diverse. Sur la mobilisation indienne dans le contexte de la mondialisation, voir Bellier, Irène, Legros, Dominique, “Mondialisation et redéploiement des pratiques politiques amérindiennes. Esquisses théoriques”, *Recherches amérindiennes au Québec*, Vol. XXXI, No. 3, 2001.

<sup>11</sup> Sansone, Livio, « Os objetos da identidade negra : consumo, mercantilização, globalização e criação de culturas negras no Brasil », *Mana*, Vol 6, No. 1, 2000, pp. 87-120. Sansone, Livio, "Negritudes et racismes globaux? Uma tentativa de relativizar alguns dos novos paradigmas "Universais" nos estudos da etnicidade a partir da realidade brasileira", *Horizontes antropológicos*, No. 8, 1998, pp. 227-237.

<sup>12</sup> Pour ce qui est de la Colombie nous avons le Palenque de San Basilio, sur la côte caraïbe, près de la ville de Cartagena, Benkos Bioho.

Dans le domaine des sciences sociales, les analyses sur les processus de construction identitaire historique et sociale de ces populations se renouvellent. Dépassant les approximations culturalistes et historicistes prennent alors racine des concepts comme celui de *diaspora*, des *identités hybrides*, *contextuelles*, *multiples*, pour rendre compte de la complexité de la problématique qui concerne ces populations et les sociétés dans lesquelles elles se trouvent immergées<sup>13</sup>.

Une autre variante contribuant à la création des conditions pour la construction de visibilité et des formes transnationales d'action politique des mouvements noirs en Amérique latine est l'opposition générale que se forge face à la globalisation. C'est surtout le cas en ce qui concerne les aspects économiques de la globalisation (la toute-puissance du marché et le néolibéralisme). Cet activisme contestataire s'est d'abord fait connaître comme mouvement d'antimondialisation, et aujourd'hui il se revendique plutôt comme prônant "l'altermondialisation" dans la mesure où il se reconnaît en tant qu'expression du contexte global des échanges et des relations à échelle planétaire. Il revendique en ce sens les possibilités d'une *mondialisation alternative*. Les secteurs les plus visibles sont constitués par les diverses branches du mouvement écologiste de type Greenpeace, des organisations sous forme de *réseaux* comme ATTAC (Association pour la taxe des transactions financières et l'action citoyenne), AGP (Action globale des peuples), "Vía campesina", ainsi que des mouvements culturels et ethniques. Des événements comme le sommet de Porto Alegre ou la réalisation de grands meetings et de réunions planétaires qui se confrontent à la mondialisation économique (mondialisation soutenue par les entités financières transnationales et par d'autres instances internationales) montrent leur grande capacité de mobilisation, les effets médiatiques de celle-ci et sa capacité de multiplication. Quelques mouvements noirs en Amérique latine sont liés à ces processus et revendiquent leur participation aux dits *réseaux* comme partie intégrante de leur plate-forme de lutte.

#### Les mouvements noirs dans le Pacifique colombien : entre l'exemple indien et l'instrumentalisation de la législation internationale

Dans le département du Chocó (sur la côte Pacifique), s'était déjà initiée la construction d'un important mouvement noir depuis le milieu des années 1980. La dynamique politique générée par la proposition de la formation d'une Assemblée Nationale Constituyente – ANC, avait créé des conditions favorables permettant au mouvement d'atteindre une dimension régionale et nationale. La période précédant les sessions de l'ANC fut pour le mouvement un moment clef de ce processus. Regardons les traits initiaux les plus généraux du mouvement.

Il s'agissait d'organisations de paysans noirs dont la revendication fondamentale était la demande de reconnaissance de la propriété du territoire par eux habité et dans lequel ils développaient leurs activités productives. Ces pratiques étaient revendiquées comme écologiquement appropriées et en phase avec une tradition culturelle propre en tant que groupe d'ascendance africaine. S'articule alors le droit à la propriété de la terre avec une autodéfinition comme groupe ethnique et avec un caractère de "gardiens de la nature".

---

<sup>13</sup> Le concept de diaspora est développé par Hall et Gilroy. Gilroy, Paul., *The black Atlantic: modernity and double consciousness*, Verso, Londres, 1993. Hall, Stuart, "Cultural identity and Diaspora" in Williams, P. Christmas, L., (ed) *Colonial Discourse and Post-Colonial Theory, A Reader*, Harsvester-Wheatsheaf, Londres, 1994 [1990]. Cette catégorie est reprise de manière critique par Chivallon, Christine, "La diaspora noire des Amériques. Expériences et théories à partir de la Caraïbe", CNRS Editions, Paris, 2004. Un bilan bibliographique des tendances récentes dans les études sur l'ethnicité in Agudelo, Carlos, *Retos del multiculturalismo en Colombia. Política y poblaciones negras*, Ed. IEPRI – IRD – ICANH – La Carreta, Medellín, 2005. 259 p.

Mais la cristallisation de ce discours, intégrant des droits paysans, l'identification ethnique et la préservation de la nature s'est produit de manière graduelle.

Les avancées de l'exploitation forestière intensive de la part de certaines entreprises présentes dans la région commencent alors à être perçues comme un problème majeur pour la survie et pour l'occupation de l'espace d'habitat des paysans noirs (particulièrement dans la zone qui correspond à la partie médiane du fleuve Atrato). Le discours du droit à la propriété de la terre s'inspire de la revendication paysanne classique, mais ici articulée avec la revendication d'une spécificité culturelle, s'inspirant cette fois-ci de la dynamique d'organisation que les Indiens développaient déjà, de leur côté, dans ce même département. L'un de ses secteurs du mouvement paysan noir du Chocó développe une stratégie conjointe de "défense du territoire bi-ethnique indien et noir". La légitimité et la reconnaissance de la cause indienne tourne à la faveur des revendications des populations noires. Pour la première fois en Colombie les mouvements noirs revendiquent leur droit à être pris comme des sujets de la convention de la OIT pour les populations autochtones, mettant en avant leur origine tribale africaine et leurs spécificités culturelles, s'appuyant pour ce faire sur une loi nationale qu'approuve le dit accord international<sup>14</sup>.

C'est à cette même époque qu'un projet de coopération technique internationale<sup>15</sup> (le DIAR – développement Intégral Agricole Rural) établi dans la région diagnostiquait que ces populations avaient développé un système de production assurant la préservation de la forêt, tandis qu'il questionnait les méthodes des entreprises d'exploitation. Il faut préciser qu'à ses débuts, la mobilisation des membres de l'ACIA était axée sur le droit à la propriété de la terre, revendiquant son caractère paysan et mettant en cause le rôle de "garde forestier" que l'Etat colombien leur assignait de manière implicite, tout en méconnaissant leurs droits sur le territoire. Mais le processus même de consolidation de leurs revendications fut influencé par la position du DIAR et par la force que prenait la cause écologiste au niveau global. Ils ont su articuler leurs doléances territoriales et culturelles en s'appuyant sur la figure de "protecteurs de la nature". Le rôle joué par ces facteurs d'ordre international (le DIAR, la légitimité du discours écologiste et la reconnaissance des droits pour les groupes ethniques par la biais de traités comme l'OIT) est central pour comprendre la force qui prend ce mouvement sur le plan national.

#### Le "Procès des Communautés Noires – PCN" de Colombie. Projet national, discours global.

En 1993 prend corps la proposition de création d'un mouvement politique national qui réunissait initialement, à l'exception des organisations du département du Chocó (Pacifique nord), tous les autres participants du processus de coordination actif dans le procès aboutissant à la loi 70 de 1993 - loi de titularisation collective des terres pour les communautés noires.

Ce projet prendra le nom de "Processus des Communautés Noires – PCN". D'après les dirigeants du PCN, leur discours pragmatique s'est construit au fur et à mesure que se systématisait l'expérience de contact avec les populations des fleuves du Pacifique, ajoutant ainsi des nouveaux éléments à l'expérience déjà acquise par la ACIA.

---

<sup>14</sup> L'accord International du Travail, relatif à la protection et à l'intégration des populations indigènes et tribales dans les pays indépendants. Conférence Internationale du Travail OIT (Genève, 1957). La loi colombienne approuvant le dit Accord est la loi 31 de 1967.

<sup>15</sup> La présence de ces organismes internationaux prend place dans des politiques de développement qui commencent à s'accroître dans le Pacifique avec l'aide de la Communauté Economique Européenne et du gouvernement hollandais. Le but fondamental de ces groupes était de stimuler des formes associatives, de leur transmettre des connaissances technologiques afin d'améliorer la production agricole et ainsi améliorer les conditions de vie des populations.



Sur la scène internationale, le PCN se présente comme l'interlocuteur des communautés noires colombiennes bénéficiant du meilleur niveau de reconnaissance de la part d'organisations non gouvernementales. Il fait partie des réseaux transnationaux de la lutte antiglobalisation. Des dirigeants du PCN ont réalisé plusieurs tournées et visites à l'étranger. Ils s'est parfois agi de réunions et des rencontres de coordination de tâches avec des mouvements noirs au niveau des pays andins et de l'Amérique latine. Ils ont également réalisé plusieurs visites en Amérique du nord (USA et Canada) et en Europe afin de dénoncer la violation des droits de l'homme à l'encontre des populations noires en Colombie, ainsi que pour présenter quelques projets de coopération. Ils se présentent également comme partie prenante des campagnes contre la mondialisation développés par le fort courant des organisations que se sont constituées dans ce but durant ces dernières années.

### **Surgissement des réseaux transnationaux.**

Parmi les éléments que l'on vient de présenter comme constitutifs aux antécédents du surgissement des réseaux transnationaux, vont se présenter les contacts et les échanges entre leaders et représentants de mouvements noirs de différents pays de l'Amérique latine ; ceux-ci créent, dans ce contexte, des nouvelles initiatives de coordination et d'actions politiques, plus concentrées et revendiquées explicitement comme des *réseaux*. Pour chacune de ces expériences certains leaders joueront un rôle fédérateur, devenant alors leur axe de coordination. Chaque formation de réseau est précédée de rencontres et de contacts dans le cadre de séminaires, de forums ou de colloques transnationaux à propos de la problématique raciale, environnementale, des droits de l'homme ou altermondialiste. Ces événements sont proposés par quelques mouvements nationaux ou par les mouvements dont les leaders vont prendre en charge la proposition de réseau ; ils sont proposés aussi par l'initiative d'organismes et d'institutions internationales de coopération et de développement telles que nous les avons déjà mentionnés.

La première expérience dont nous ayons des renseignements apparaît en 1992. Il s'agit du "Réseau de femmes afro-latinoaméricaines et caraïbéennes" fondé en 1992 dans le cadre de la "Première rencontre de femmes noires" réalisée en République Dominicaine. Cette organisation apparaît, à son tour, comme une expression du mouvement féministe latinoaméricain et caraïbéen à l'articulation des revendications de genre et celles de race. Ce réseau est conçu comme un espace de coordination d'initiatives aptes à améliorer la visibilité des problèmes des femmes noires en matière d'identité, de discrimination, de santé, de travail et d'intégration ; il a également pour but de constituer une dynamique horizontale, démocratique, de réflexion politique et d'élaboration de propositions. Dans le réseau participent des représentants de l'ensemble des pays de l'Amérique centrale et de quelques pays des Caraïbes. La dirigeante la plus reconnue dans ce processus est l'afro-costaricienne Epsy Campbell, leader politique féministe et communautaire.

Deux ans plus tard à son tour, en 1994, apparaît par l'initiative du mouvement noir de l'Uruguay "Mundoafro", le "Réseau Continental des organisations Afro-américaines", crée à l'occasion de leur premier "Séminaire contre le racisme et la xénophobie" à Montevideo. Ayant comme objectif stratégique le combat contre le racisme et la discrimination à travers des actions coordonnées sur l'ensemble du continent, il est pour nous d'intérêt de souligner ici l'explication donnée par ses concepteurs des principes du fonctionnement de ce réseau comme tel :

- 1 – Rapport démocratique entre les membres*
- 2 – Sens de l'horizontalité dans les rapports*
- 3 – Préservation de l'autonomie et de l'autodétermination des organisations membres*

*4 – Dynamisme dans les actions conjointes*

*5 – Aperture pour faire partie, pour les discussions et pour les propositions.”*

Dans cette initiative participent des organisations du Honduras, du Costa Rica, du Pérou, de la Colombie, de l'Uruguay, de l'Argentine, du Paraguay, du Brésil, de l'Equateur et des Etats-Unis. Romero Rodriguez est le dirigeant afro-uruguayen le plus remarqué dans ce processus.

En 1995 surgit l'Organisation Noire Centroaméricaine – ONECA, conformée par des représentants du Honduras, du Panama, du Nicaragua et du Belize. Ce réseau revendique les mêmes principes de fonctionnement, sous forme de réseau, que le "Réseau continental dont ils revendiquent faire partie, mais avec une attention particulière donnée à la situation de l'Amérique centrale"<sup>16</sup>. La personne la plus remarquée à cet égard est l'afro-hondurien garifuna Celeo Alvarez.

Le réseau "Afro-amérique XXI" apparaîtra l'année suivante, en 1996. La contexte de sa création est l'élaboration d'un travail de récollecion d'information sur la situation des populations noires dans plusieurs pays en l'Amérique latine, ainsi que la contact avec des leaders noirs. Cette récollecion avait pour but de stimuler l'affirmation des organisations déjà existantes comme la formation d'autres, nouvelles, là où le besoin se ferait sentir. En novembre 1996 est lancé le projet Afro-amérique XXI dans le cadre d'un "Forum sur la pauvreté et les minorités en Amérique latine et les Caraïbes". Avec la participation de 15 pays, le propos de cette initiative sont similaires à ceux présentés par le "Réseau continental". C'est l'afro-jamaïcain-étasunien Michael Franklin qui jouera un rôle central dans la formation d'Afro-amérique XXI. Avec un appui important de la part du BID et d'autres institutions aux Etats-Unis, cette organisation aura à ses débuts une plus grande capacité de coordination et réussi, ainsi, à regrouper la plupart de mouvements noirs de l'Amérique latine.

En 2000, durant l'une des réunions continentales de préparation de la "Conférence mondiale contre la racisme, la discrimination, la xénophobie et autre formes connexes intolérance" se crée à San Jose de Costa Rica "l'Alliance stratégique afro-latinoaméricaine et caribéenne" qui se donne comme objectifs :

*"1-Rendre visible la présence des communautés afro-américaines et caribéennes tout comme ses organisations.*

*2- Assurer l'équité et l'accès à toutes les instances et aux ressources économiques, sociales, politiques et culturelles.*

*3- Adopter des perspectives de genre ainsi que l'éthno-racial).*

*4- Rendre propice la fortification et la pleine participation des communautés afro-latinoaméricaines et caribéennes.*

"L'Alliance" est l'expression de contradictions au sein du mouvement noir continental qui s'aiguisent dans le processus de préparation préalable à la conférence de Durban. De cette dynamique, Michael Franklin sera isolé par rapport à la majorité de mouvements de la région. Afro-amérique XXI reste alors très fragilisée. Les leaders à la tête de l'initiative de "l'Alliance" sont Romero Rodríguez de l'Uruguay, Celeo Alvarez du Honduras, Epsy Campbell du Costa Rica, Edna Roland du Brésil, Jesús Chucho García du Venezuela y Carlos Rosero de la Colombie.

Finalement, depuis 2003 des réunions de parlementaires noirs des Amériques commencent à avoir lieu dans le dessein de construire des mécanismes de coordination

<sup>16</sup> L'une de ces particularités est la présence en Amérique centrale de la population garifuna. Ce groupe a pour origine le métissage entre des peuples indiens des Caraïbes et des afro-décendants.

de leurs efforts définis, tels l'appui et la participation active à tous les processus de revendication des droits des populations d'origine africaine sur le continent. La première réunion eut lieu à Brasilia, la deuxième à Bogota en 2004, et en 2005 c'est San José y Limon au Costa Rica qui accueille l'événement. Ces réunions ont trouvé l'appui d'organismes internationaux comme le BID, le PNUD, quelques organisations nationales de populations noires et, de manière ponctuelle, on a constaté la participation de parlementaires de différents pays. Au Costa Rica, avec la participation de parlementaires de 22 pays du continent (incluant le Canada et les Etats-Unis) l'on décide de la création du "Parlement noir des Amériques". L'un des aspects dénoncés par les parlementaires qui jusqu'à aujourd'hui s'intègrent à ce processus est la sous représentation politique des populations d'origine africaine dans la région<sup>17</sup>. Le caractère de forme d'action en réseau est posé comme le plus efficace afin de coordonner les travaux de ce groupe. "L'on appelle à établir des alliances avec des organismes internationaux, ainsi qu'avec nos gouvernements nationaux, régionaux et locaux. De la sorte est accumulée la force de l'expérience dans le travail des autres réseaux, au lieu de s'y substituer". (Déclaration finale sur la rencontre parlementaire du Costa Rica). La leader Epsy Campbell, parlementaire pour le Costa Rica, aux côtés d'autres parlementaires de ce pays, de la Colombie, du Brésil et du Canada composent l'instance directive provisionnelle.

### **Le fonctionnement des réseaux. Entre possibilités et limites.**

Une fois les réseaux constitués, l'on retrouve des formes de fonctionnement similaires. Les formes de communication de l'ensemble des membres s'effectue par voie Internet : des pages web permettent l'accès à des documents, à des informations et parfois à des outils interactifs (des forums, des courriers d'opinion, des débats, etc.). Il faut ajouter qu'au sein de chaque organisation la majorité des militants, faute de moyens de communication appropriés, ne peuvent prendre part activement à la vie du réseau. Le contact direct est encore plus restreint pour les leaders qui ont une représentativité dans l'espace international et qui assument le rôle de porte-parole de leurs organisations. A d'autres occasions, ce sont les institutions qui promeuvent des rencontres où c'est un accord parmi les membres qui détermine qui peut ou non y assister selon un système d'invitations personnelles. Les rencontres internationales se produisent très rarement dans le seul objectif de développer les activités du réseau : en général il s'agit de réunions où l'on débat à propos de thèmes en rapport avec les problématiques des populations noires qui sont le point de départ pour des rencontres parallèles parmi les membres du réseau en présence. Parfois c'est justement dans ce type d'événement que les réseaux se créent. Une étude concernant 35 réunions internationales entre 1990 et 2005 montre bien ce phénomène. Bien souvent les mouvements noirs ont des ressources insuffisantes pour financer de manière autonome des rencontres transnationales. Les différentes institutions internationales en interaction avec les mouvements se trouvent alors, en ce sens, en position clef. Les principales institutions ont également adopté la forme de réseau comme mécanisme d'association pour agir sur la problématique raciale en Amérique latine. Au cours de l'année 2000 apparaît l'IAC – Consultation Inter agences sur la race en Amérique latine. Les principales institutions participantes sont :

---

<sup>17</sup> On n'a pas accès à des statistiques sur le nombre de parlementaires noirs en Amérique latine ; mais dans les pays où la mobilisation politique de ces groupes est plus visible (par exemple le Brésil, la Colombie, le Costa Rica), la dénonciation d'une absence de mécanismes démocratiques appropriés de participation et de représentation pour les populations noires est incessant. Voir Agudelo, Carlos, « Le comportement électoral des populations noires en Amérique latine. Un regard à partir du cas colombien » in *Voter dans les Amériques*, sous la dir. de Blanquer, Jean-Michel et al. Editions de l'Institut des Amériques, IHEAL, Paris III, Paris, 2005

*La Banque Mondiale,  
La Banque Interaméricaine de Développement,  
Le Département de développement International du Gouvernement d'Angleterre,  
Organisation Panaméricaine de la Santé,  
Fondation Ford,  
Fondation Interaméricaine,  
Commission des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains  
Dialogue Interaméricain (Organisme du BID) qui sert de secrétariat de la IAC*

D'après l'ensemble des réunions mentionné plus haut, la fréquence de soutien des organisations du IAC est de 62%, alors que d'autres comme l'ONU ou l'UNESCO participent dans le 23% des cas.

D'après cette même étude on observe aussi la présence régulière des leaders des organisations les plus visibles dans l'espace transnational (voir tableau).

Ces leaders sont l'axe fondamental de fonctionnement des réseaux : mais à l'intérieur de ceux-ci il existe une certaine forme de hiérarchie. Ce sont les concepteurs des réseaux qui détiennent la plus grande partie de l'autorité et de la visibilité, ou bien ceux qui ont des meilleurs relations et une plus grande capacité d'interlocution avec les institutions de soutien ; il en va de même pour ceux qui ont de facilités dans les déplacements vers les centres de décision concernant l'organisation d'événements, ou bien ceux qui détiennent les aides financières. En général les représentants occupant le devant de la scène internationale sont non seulement des leaders reconnus par leurs propres mouvements mais encore des personnes possédant un capital culturel qui facilite leur rôle d'interlocuteur dans ce milieu. Dans les cas étudiés, il s'agit d'intellectuels professionnels, avec de l'expérience de travail de type expertise au sein d'organismes nationaux ou internationaux autour de thèmes connexes à leurs revendications.

On peut observer aussi une certaine localisation hiérarchique des espaces d'action des réseaux. En ce sens, des villes comme Washington, siège de l'AIC (et de ses principaux membres) et Genève, siège de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (où se réunit le "Groupe de travail sur les populations afro-descendantes" créée à l'occasion de la "Conférence de Durban"), sont des pôles de concentration de l'activité. Très souvent les réseaux prennent la forme d'un rapport bilatéral entre d'un côté les leaders qui représentent leurs mouvements et des intérêts locaux ou nationaux spécifiques, et de l'autre côté un organisme international avec lequel l'on gère un projet, tandis que la relation avec les autres membres du réseau passent au deuxième plan.

Un aspect qui rend évident la flexibilité de la participation dans le réseau est l'autonomie des organisations membre. Chaque groupe décide son degré de participation à une initiative déterminée en fonction de sa priorité locale. Un membre peut, par périodes, "disparaître" du réseau pour ensuite s'y réintégrer en fonction de ses propres disponibilités.

Pour les mouvements noirs, il est très important de tenir le discours sur l'appartenance à une communauté dans un sens transnational (la diaspora noire, l'histoire collective, l'afro-descendance, le faire d'être victimes du racisme et de la discrimination, etc.). Ceci est un facteur de légitimation et un renforcement des revendications des mouvements dans leurs espaces locaux et nationaux. On peut cependant souligner que l'action à l'intérieur des réseaux transnationaux est aussi fonction d'intérêts établis de "l'intérieur". La participation aux réseaux est prioritaire dans la mesure où ils contribuent aux projets politiques de chaque groupe dans la scène nationale à un moment donné. De toutes manières, il ne faut pas oublier les imbrications de plus en plus fréquentes entre les scènes nationales et transnationales; de sorte que les

revendications les plus locales (territoriales, en faveur de droits économiques, sociaux ou politiques, par exemple) peuvent nourrir les domaines de lutte transnationale dès par la légitimité donnée aux mouvements en tant que porte-parole et représentants de “causes” tangibles.

### FREQUENCE DE PRESENCE DES LEADERS DANS DES RENCONTRES INTERNATIONALES

(A partir de l'étude de 35 rencontres ayant eu lieu entre 1992 et 2005)

NOM	PAYS	ORGANISATIONS	POURCENTAGE DE PARTICIPATION
Romero Rodriguez	Uruguay	Mundo Afro Coordinateur « Alianza estratégica »	56%
Epsy Campbell	Costa Rica	Partido de Acción ciudadana ONECA-Organización negra centroamericana « Alianza estratégica »	42%
Carlos Rosero	Colombie	PCN – Proceso de comunidades negras « Alianza estratégica »	39%
Chucho Garcia	Venezuela	“Fundación Afroamerica” « Alianza estratégica »	39%
Celeo Alvarez	Honduras	ODECO - Organización de desarrollo étnico comunitario ONECA « Alianza estratégica »	33%
Edna Roland	Brésil	Fala Preta Geledés « Alianza estratégica »	21%
Michael Franklin	Etats-Unis	OOA – Organisation of Africans in the Americas “Afro-america XXI”	12%

### Conclusions

A la suite de ce regard panoramique sur les formes d'organisation que prennent les mouvements noirs à l'échelle transnationale, et qu'ils revendiquent en tant que des réseaux, on peut conclure que, en effet, il s'agit là de formes d'action et d'organisation avec un faible degré de formalisation. Elles regroupent ces mouvements avec une intensité changeante selon des facteurs qui déterminent le degré de priorité ou

d'investissement dans l'action. Cette définition rejoint la synthèse proposée par Colonomos<sup>18</sup> dans son travail ainsi que la référence classique à Granovetter<sup>19</sup> à propos de l'efficacité des "liens faibles". S'il est vrai que nous ne nous trouvons pas face à une structure clairement hiérarchisée et verticale, la caractéristique d'horizontalité dans les relations sociales normalement attribuée aux réseaux n'est pourtant pas majoritaire dans les cas que nous avons observés. Il existe une corrélation de forces à l'intérieur des réseaux. Il y a des espaces de pouvoir localisés depuis où le réseau prend du sens, mais qui créent aussi un certain déséquilibre dans l'accès aux ressources symboliques comme au capital social qui détermine qui est le mieux placé dans l'échelle de relations établies à l'intérieur des réseaux.

Le fait que ces interactions aient lieu dans l'espace transnational, et qu'elles y acquièrent un rôle déterminant comme forme efficace d'action, donne un indice fort pour la compréhension de la prédominance que la globalisation prend à présent en tant que scène d'interconnexion fluide des échelles locales, nationales et internationales. Nous avons vu comme au niveau du discours s'articulent les symboles d'appartenance à une communauté qui dépasse largement les frontières nationales. Cette communauté de sens et d'histoire devient l'élément central des discours du mouvement noir, et il est instrumentalisé dans les luttes locales comme facteur de légitimité.

Les réseaux sont d'après notre niveau d'observation non pas une fin en soi, mais une forme d'interaction qui est utilisée par les mouvements adhérents en fonction de leurs priorités "d'accumulation de forces". Les réseaux que l'on a vu peuvent "apparaître" et "disparaître" selon les conditions spécifiques du contexte de leur action et selon les acteurs qui en prennent part. Ils ne sont pas des acteurs en eux-mêmes et ne sont pas non plus des véhicules d'identité par le seul fait de mettre en branle une forme de mise en rapport spécifique. Ils jouent ce rôle seulement dans la mesure où elles véhiculent à leur tour des discours, des représentations et des actions.

Pour les mouvements noirs latinoaméricains les formes d'action appelées réseaux ont correspondu de manière satisfaisante à leurs besoins d'interaction dans un monde où la visibilité s'est construite au travers de l'articulation dynamique des logiques locales, nationales et transnationales

---

<sup>18</sup> Colonomos, Ariel, *Sociologie des réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, L'Harmattan, Paris, 1995.

<sup>19</sup> Granovetter, Mark, « The strength of weak ties », in *American Journal of Sociology*, Vol 78, No. 6, Mayo 1973. pp. 1360-1380.